

# Les révolutionnaires

## et la crise des institutions de gauche

Par Jacques WANDLER

Les deux années qui viennent ont vu s'élargir et s'approfondir les contradictions au sein des institutions de gauche.

Les contradictions ne sont pas surgies de rien : elles trouvent leur origine immédiate dans le bouleversement apparu depuis 1978 des rapports de force à gauche et dans la modification des représentations qui en est issue.

De 1972 à 1978, c'est à dire pendant toute la durée du programme commun, la politique concrète a été largement déterminée par l'hypothèse — ou la perspective — d'une victoire de la coalition électorale des forces de gauche. Le schéma de la transition, résumé au tryptique victoire de la gauche/appui ou débordement populaire/ marche en avant vers le socialisme, a marqué le comportement des militants et des syndicalistes, y compris celui des plus sceptiques sur le fond. Son principal effet négatif est d'avoir contribué à masquer aux yeux du plus grand nombre, en les privant de débouchés stratégiques ou en tentant de se les annexer, le développement des aspirations révolutionnaires apparues dans le cours des luttes ouvrières et aussi dans d'autres types de mouvements depuis le début des années soixante dix. Dans le même temps, il a occulté ou rejeté à la marge, les interrogations surgies dans le cours de son euphorique mais illusoire avancée, et qui portaient, notamment au sein du PCF, sur la place des luttes sociales dans le processus, l'abandon de la perspectives de la dictature du prolétariat, les contradictions programmatiques du

Avec chacune ses armes et ses spécificités, les forces politiques et syndicales de gauche ont tenté avec plus ou moins de succès de réajuster leurs orientations aux nouvelles données de l'après 1978. Deux objectifs à ces réorientations : la reconstruction des unités internes sérieusement malmenées par la désunion, et la volonté affirmée de part et d'autre d'un rééquilibrage à gauche, dans la perspective, au delà même des présidentielles de 1981, des législatives de 1983....

### Tentatives d'adaptation

Le PCF a opéré sa propre manœuvre dans un double mouvement : d'une part, il a tenté, au moins au niveau du discours, de s'affirmer comme la seule composante politique non intégrable au libéralisme giscardien, et il a aligné pour l'essentiel ses analyses internationales sur celles des Soviétiques. D'autre part, il a chargé le thème autogestionnaire d'occuper le terrain laissé vide au plan théorique par l'abandon de la dictature du prolétariat et au plan politique par la disparition d'une perspective programmatique commune avec la social-démocratie.

La CGT a emboîté en fin de compte le pas, malgré le ton ouvert et apparement conciliant du 40<sup>e</sup> Congrès : durcissement du discours, surenchère revendicative, hostilité vis-à-vis de la CFDT ont été le résultat d'une politique plus sectaire que réellement efficace du point de vue des luttes.

De son côté, après avoir mis le gouvernement Barre en observation pendant une centaine de jours, la CFDT a entrepris une redéfinition qu'elle veut radicale de la place du syndicalisme dans la crise et de ses relations aux partis de gauche : au-delà même des ambiguïtés du recentrage, elle s'est mise à la recherche d'un corps de doctrine dont la prétention théorique soit d'as-

soir politiquement ses positions dans la situation française et d'une façon plus générale face à toute la tradition marxiste.

Enfin, le PS, après avoir réaffirmé sans grande capacité de conviction, son attachement à la reconduction d'une formule d'union de la gauche, a fini lui aussi par opter pour le cavalier seul, comme le montre la publication de son projet, la discussion en cours sur le gouvernement PS homogène et la volonté affirmée d'apparaître comme une force encore plus active sur le terrain des luttes sociales.

De ce remue-ménage, nul projet d'envergure un peu mobilisateur ou capable de débloquent la situation ne pouvait évidemment ressortir. Il n'est donc pas surprenant que toutes les tentatives de réorientation, loin de régler les problèmes internes, soient apparues très souvent comme des formes éclectiques de fuite en avant, qu'elles aient au contraire contribué à rassembler et à politiser les interrogations antérieures : en bref, les motifs de division et les facteurs de crise se sont multipliés dans des termes qu'il faut rapidement évoquer ici.

### La contestation dans le PCF

La crise de l'intérieur du PCF n'est pas réductible aux formes les plus connues de contestation ou à un phénomène parisien qui serait le fait d'intellectuels un peu marginaux ! En réalité, c'est dans des centaines et sans doute dans des milliers de cellules que s'expriment des réserves sur les orientations décidées par la direction ou que se marquent, par une désaffection massive, les réticences de nombreux militants quelle que soit la période à laquelle ils avaient adhéré. Les motifs d'insatisfaction ou de contestation paraissent assez simples : ce qui est remis en cause avant tout c'est les volte-face de la politique officielle, la mauvaise foi dans la polémique et l'isolement qui en ressort, l'obstacle à l'union à la

base que constitue le déluge des prises de positions sectaires, et dans un certain nombre de cas, le réaligement sur la politique soviétique. A partir de là, les interrogations se portent légitimement sur le type de fonctionnement qui permet de telles manipulations de ligne. Certes, la contestation des mêmes faits et la condamnation des mêmes pratiques n'aboutissent pas chez tous les militants critiques aux mêmes conclusions : entre les oppositions qui se réclament de la politique suivie antérieurement par le PCF, celles qui poussent à une social-démocratisation accélérée de ce parti, celles qui se réclament de l'eurocommunisme de gauche, et celles du courant dit althussérien, il y a assurément plus que des nuances : il y a des points d'appui différenciés pour une bataille de fond contre le révisionnisme.

Mais l'essentiel, dans la phase actuelle, n'est pas là : il se situe dans l'aggravation des failles à l'intérieur du bloc hégémonique du PCF, qui avait pu momentanément rassembler dans la période faste de son discours ouvert, des sensibilités voire des cultures politiques différentes. Chose remarquable, à la différence de ce qui s'est passé avec les oppositions qui ont jalonné son histoire, ni les retournement de ligne, ni les remous, ne parviennent à faire taire les critiques, à mettre les militants à l'abri d'un débat général qu'il ne parvient pas à résorber. Outre les dizaines de milliers qui contre vents et marées ont signé la pétition *Union dans les luttes*, pas une semaine ne se passe sans que tel ou tel militant connu, occupant y compris un poste de responsabilité, ne se déclare en désaccord avec tout ou partie des orientations de son parti.

Dans la pratique aussi, cette situation ouvre des horizons nouveaux : il devient possible sur le terrain de s'entendre pour la lutte immédiate non seulement avec des militants du PCF à titre individuel mais également avec des organisations, des cellules ou des sections du PCF.

### Remous dans la CGT

L'évolution des oppositions au sein du PCF n'est pas évidemment sans conséquence au niveau du principal syndicat français, d'autant que la marge de manœuvre dont il y dispose, pour ample qu'elle soit, n'est pas sans limite : outre l'effet de la pluralité d'appartenance politique qu'on y rencontre au moins à la base, c'est là sans doute que se situent le plus concrètement les effets négatifs de l'application de la politique du PCF. Ainsi, hors le fait qu'elle apparaît à beaucoup comme une remise en cause des «ouvertures» du 40<sup>e</sup> Congrès de la politique anti-unitaire et ouverte de diktat et n'est pas sans susciter quelques remous, tout comme les attaques les plus grossières contre la CFDT, ou l'alignement progressif malgré le discours initial, sur les positions du PCF à propos de l'Afghanistan.

Plus profondément encore — et ce jusqu'à la direction confédérale où se manifeste une minorité non négligeable, fait sans précédent si l'on excepte les sièges concédés au PS — une interpellation se fait jour sur le type de syndicalisme à mettre en œuvre dans la phase actuelle de crise du capitalisme, la relation parti-syndicat, la démocratie interne et la stratégie syndicale : beaucoup ne se satisfont plus des phrases ronflantes ou des brevets de satisfecit que s'attribue périodiquement la direction de la CGT, alors qu'elle ne parvient en rien à avancer dans la résolution des problèmes liés à l'action ou aux phénomènes persistant de désyndicalisation.

Un récent numéro du *Peuple* consacré au compte rendu d'un comité confédéral national à propos de l'unité d'action — et par voie de conséquence à la pétition *Union dans les luttes* — témoigne de l'ampleur du malaise, tout comme les interviews significatives données à la revue *Dialectiques* par quelques responsables CGT.

Et ce n'est pas la chasse aux sorcières engagée ici ou là qui de toute évidence pourra résoudre les problèmes ainsi posés.

bloc de gauche, ou sur le flou du projet socialiste lui-même. A l'inverse, le mythe du programme commun, toutes variantes confondues, a laissé sans réponse les problèmes apparus avec la crise, et surtout ceux des nouveaux facteurs de division ou de recomposition de la classe ouvrière ; il a laissé enfin en plan, la question de la tactique syndicale des luttes face aux formes nouvelles de l'intransigeance patronale.

Il n'est donc pas étonnant que toutes ces questions et surtout la principale d'entre elles, le décalage apparu entre les perspectives de la gauche et le mouvement social, resurgissent aujourd'hui dans des formes aggravées par la disposition actuelle des partis et par leur division. A un moment où les crispations sectaires sont le trait saillant de cette disposition, ces interrogations ou ces remises en cause ne peuvent s'effectuer, hors la désillusion ou le naufrage individuel d'une minorité, que sous la forme d'une crise assez profonde dans les institutions de gauche.

Si l'on ajoute à ces effets à retardement, l'irruption dans le jeu politique français, des questions internationales que les événements récents d'Afghanistan n'autorisent plus à laisser de côté, on a un tableau relativement complet des éléments de fond qui travaillent et donnent à cette crise l'aspect d'une remise en cause profonde des ressorts fondamentaux de la politique pratiquée à gauche depuis une bonne dizaine d'années.

### Divisions accrues du PS

Avec les formes propres liées à son histoire et à la stature qu'il entend se donner depuis longtemps de parti de gouvernement, le PS n'est pas non plus épargné par le développement des contradictions internes. Moins spectaculaires peut-être parce que plus habituelles dans un parti traditionnellement peu homogène, ces divisions n'en prennent pas moins une ampleur parfois surprenante, dont la première manifestation est la recomposition des courants et la modification des équilibres internes.

En sus de l'effet Rocard et de ses contrecoups dans l'appareil, se traduisant par des alliances plus qu'incongrues pour l'exercice de la direction, des fractures se sont développées au sein même de chacun des sous-ensembles, les plus spectaculaires affectant sans aucun doute le CERES, jugé traditionnellement plus proche politiquement du PCF, et sérieusement interpellé par la situation intérieure de division de la gauche comme par l'évolution de la situation internationale.

D'une façon générale, c'est toute une forme propre à certains militants du PS, de référence au marxisme, teintée de réformisme moderniste ou de tiers mondisme, qui se trouve interrogée aujourd'hui par l'absence complète de perspectives crédibles de la part de ce parti.

Mais c'est assurément parmi la composante syndicaliste et non rocardienne des assises de 1974, qu'on rencontre le désarroi le plus net : ces militants, qui avaient cru pouvoir échapper au vieux dilemme parti bureaucratique de type PCF — parti social démocrate de type SFIO se retrouvent aujourd'hui complètement étrangers à une structure où la prise en compte de leur point de vue est quasi-nulle, où les manœuvres d'appareil régissent en maître : pour bon nombre d'entre eux, le bilan fait apparaître un lourd passif.

Ainsi, au delà des compromis ou des équilibres laborieusement réalisés, le PS apparaît comme en situation extrêmement instable où le rôle même de Mitterand comme rassembleur risque de peser moins lourd dans l'avenir : la pression extérieure d'une part, les ambitions apparues à l'intérieur d'autre part, risquent bien de faire surgir des divisions encore plus grandes, notamment autour des échéances présidentielles, et d'aggraver le début d'hémorragie militante qui commence à se faire jour dans quelques fédérations.

### Incertitudes à la CFDT

Des quatre grandes institutions politiques et syndicales de gauche, c'est sans doute la CFDT qui, entre 1972 et 1978, a été le plus sensible aux contradictions apparues entre le mouvement social et la perspective politique du programme commun et ce pour des raisons diverses, parmi lesquelles le type de travailleurs qu'elle organise et son implication dans les luttes depuis 1970.

La remise en cause de l'Union de la Gauche et la défaite qui s'en est immédiatement suivie ont donc été ressenties plus vivement. De ce fait aussi, les ajustements ont dû s'opérer plus rapidement. Mais le recentrage qui mélange une stratégie autogestionnaire de type presque partiaire, un discours théorique qui modernise les vieilles lunes réformistes sous couvert d'anti-marxisme, et des éléments de tactique syndicale non dénués de toute équivoque, a jeté dans la CFDT une confusion qu'on ne rencontre sans doute nulle part ailleurs. Cette confusion est d'autant plus grande qu'elle a trouvé légitimement des points d'appui à la fois dans une description réaliste des divisions introduites dans les rangs ouvriers par la crise, et dans un refus de se soumettre aux exigences du PCF et de la CGT, qu'il s'agisse de l'unité syndicale ou des problèmes internationaux.

Dans la pratique, si la CFDT a été coupable de mettre en avant ces derniers temps des objectifs et des formes de lutte intéressantes (Nettoyeurs du métro, Turcs), elle n'est pas non plus pour l'essentiel parvenue à résoudre le problème de l'action sur une base plus large et subit elle aussi les effets de la désyndicalisation. Isolée relativement, et divisée, par sa participation à la négociation dans la sidérurgie, ou par ses prises de positions à propos de l'automobile pour ne citer que ces deux exemples, il lui est en outre arrivé : localement de se retrouver en porte à faux à l'occasion de récentes journées d'action.

Pour toutes ces raisons, des oppositions assez profondes travaillent sourdement dans le deuxième syndicat français : entre le recentrage sous sa version la plus droitière et l'alignement pure et simple sur la CGT, nombreux sont ceux qui recherchent une troisième voie, se regroupent, mettent en évidence les ambiguïtés de la situation actuelle de la CFDT dans le champ politique français.

### Convergences

Certes, à l'étape actuelle, la clarification politique n'a pas

suffisamment progressé pour que, dans chacune des institutions, le débat tel qu'il se présente puisse être rapporté à l'affrontement «réformes ou révolution». Dans la plupart des cas, il se situe encore sur le terrain ambigu de l'ancienne problématique de l'Union de la Gauche. Cela dit, au-delà de leur énoncé immédiat, ces oppositions internes aux institutions manifestent le caractère convergent de toute une série d'interrogations auxquelles les partis dits traditionnels sont dans l'impossibilité d'apporter une réponse crédible, et qui traversent toute l'opinion progressiste se réclamant du socialisme, y compris une bonne partie des militants dits d'extrême gauche ; les principales questions agitées aujourd'hui, tournent en définitive autour des mêmes grands problèmes de fond : la nécessité de l'unité pour une riposte efficace à la crise ; la nécessité d'une pratique du syndicalisme adaptée à la période ; la nécessité d'une politique qui articule correctement les données nationales et internationales de la situation ; la nécessité d'un projet socialiste qui échappe à l'alternative capitalisme d'Etat-gestion sociale démocrate ; la nécessité d'une référence théorique renouvelée qui puisse rendre compte des réalités de la formation sociale française. Au-delà même de ces exigences fondamentales s'affirme la volonté, dans le processus même de définition de cette politique, d'un rapport différent entre les structures partiaires et le mouvement social.

De cette convergence non encore explicite, naît la volonté pratique de commencer à s'organiser, de trouver des lieux d'échange et d'unité en vue de l'action : c'est fondamentalement de cette volonté de dépasser des clivages qu'on commence à juger inadaptés ou dépassés, qu'atteste le succès de la pétition *Union dans les luttes*, signée aujourd'hui par près de 130 000 personnes. Les débats inscrits à l'ordre du jour de nombreux comités d'union à la base (l'autogestion, les nationalisations, l'Afghanistan, l'Union pour quoi faire?...), attestent de la même façon des préoccupations majeures de leurs participants.

### Quel enjeu pour la révolution?

Pendant toute la période antérieure, les révolutionnaires ont surtout compté pour le rayonnement de leurs idées sur le développement des luttes ouvrières et populaires : c'est donc fondamentalement sur le processus d'automatisation du mouvement social par rapport aux institutions qu'ils tentaient d'agir, en valorisant les aspirations et les formes nouvelles de lutte contre leur subordination aux seules échéances électorales : c'est sur le terrain des conflits de classe immédiats, de leur conduite, de leur interprétation et de l'écho qui leur était donné, que s'organisait largement la lutte contre le réformisme et le révisionnisme : c'est dans les failles apparues fréquemment lors du mouvement de lutte au sein de leur domination, que se glissait le plus facilement l'explication plus générale sur la nature des partis de gauche, le sens de leur projet, et la nécessité d'une rupture de fond avec les illusions qu'ils entretenaient.

Dans la phase actuelle, la situation est plus complexe nécessairement. En raison non seulement des modifications dans la situation politique, mais aussi des difficultés introduites par la crise dans les possibilités de résistance des travailleurs, le terrain des luttes ne peut plus constituer l'espace unique ou largement dominant pour le déploiement des idées révolutionnaires. Aux difficultés de la lutte immédiate se sont ajoutés en outre des obstacles politiques supplémentaires touchant en particulier à la représentation du socialisme introduite par des événements internationaux de ces deux dernières années (événements du Cambodge, évolution de la situation en Chine, montée du social impérialisme...). En plus de l'utilisation prévisible qu'en ont fait les chantages de l'impérialisme français pour leurs campagnes de désarmement idéologique du mouvement ouvrier, ces événements ont sans contexte compliqué la possibilité que dans le cours des luttes existantes, les aspirations des travailleurs se transforment avec un degré de relative facilité en sympathie voire en adhésion à la perspective révolutionnaire.

Dans la période à venir, la relance du mouvement social et la crédibilité des mots d'ordre révolutionnaires sont donc solidement liées à un intense travail de clarification idéologique et politique. Comment cet effort pourrait-il s'effectuer sans lien avec le développement d'une crise dans les institutions de gauche qui pour partie correspond, avec le décalage qui a été dit, à la saisie des aspirations apparues dans le mouvement de masse depuis une dizaine d'années ? De toute évidence, le travail en direction des militants de ces institutions, l'exacerbation de la crise de ces institutions, participent pour une large part à une recomposition nécessaire du courant révolutionnaire en France.

Ce travail est d'autant plus nécessaire que l'espace ainsi ouvert ne l'est pas forcément de toute éternité : les brèches apparues risquent parfaitement de se refermer soit que les courants critiques se trouvent mis hors circuit par le jeu des exclusions, soit qu'ils se liquifient ou s'interposent comme écran entre les deux voies de la réforme et de la révolution, soit enfin que par une tradition bien établie, chacune de ces institutions parvienne à capter les courants d'opposition interne aux autres et à se les assimiler.

Au lieu de cela, il est possible d'engager avec les militants de ces institutions un processus qui ne relève pas d'une conception tacticienne, étroite et dépassée, des alliances à nouer, mais d'une vision plus stratégique, d'une conception plus fondamentale du type de parti à édifier pour la révolution.

A condition de définir des objectifs de travail en commun qui respectent la logique propre de ces oppositions internes aux institutions, en s'engageant patiemment dans la réunion des conditions pour la tenue d'un débat politique national sur les questions de fond, il est possible par un travail de longue haleine de transformer nombre d'interrogations apparues à gauche en processus de renforcement du pôle révolutionnaire dans notre pays.